

Aspects économiques des conflits

■ C'est de plus en plus la cupidité plutôt que la soif du pouvoir politique qui est à la base des violences perpétrées dans de nombreux conflits armés. Les guerres créent des conditions dont profitent certains groupes armés et d'autres acteurs non étatiques pour tenter de s'enrichir, notamment par l'exploitation de produits ou services très en demande, tels les diamants, les essences végétales tropicales, les stupéfiants et même l'aide humanitaire. Poussées par ces incitatifs économiques, les factions belligérantes s'opposent souvent aux négociations de paix, prolongeant ainsi les guerres au détriment des populations civiles, qui en sont alors les victimes tragiques.

■ En accord avec d'autres gouvernements, le Canada s'est engagé à étudier la dimension économique des conflits armés. À l'ONU, en particulier à l'occasion de son récent mandat au Conseil de sécurité, il a joué un rôle de premier plan à cet égard en mettant à jour les liens qui existent entre le commerce des diamants et la guerre. Le Canada a notamment présidé le comité du Conseil de sécurité chargé de faire appliquer les sanctions contre l'UNITA, le mouvement rebelle angolais qui se servait du trafic des diamants et d'autres sources de fonds pour financer ses opérations militaires. En outre, le Canada participe activement au Processus de Kimberley, qui a été créé pour mettre en place un mécanisme international de certification pour resserrer les contrôles sur le commerce des diamants bruts et empêcher les « diamants de la guerre » d'être vendus sur les marchés licites. La loi canadienne destinée à mettre en œuvre le Processus de Kimberley a été adoptée en décembre 2002. Le Plan d'action du G8 pour l'Afrique, adopté à Kananaskis en 2002, renferme également un volet consacré aux liens entre les conflits armés et l'exploitation des richesses naturelles.

■ Le Canada poursuivra ses efforts dans le cadre de l'ONU, du Processus de Kimberley et du G8 en vue de rompre les liens entre les diamants et les conflits armés. Les diamants ne sont toutefois qu'une des nombreuses matières premières qui contribuent à prolonger les conflits. Aussi faudra-t-il élaborer un régime international plus général qui permettra de réagir efficacement et systématiquement face à l'utilisation d'autres produits liés à la poursuite des conflits armés et aux réseaux financiers bien rodés qui assurent le blanchiment de l'argent tiré de ces trafics.

la sécurité humaine Prévention des conflits

Teun Voeten/Panos Pictures



Le fond du problème – La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine

Le Programme de la sécurité humaine a appuyé la réalisation d'une étude innovatrice intitulée *Le fond du problème – La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*, produite par l'ONG canadienne Partenariat Afrique Canada (PAC). L'étude a montré que les inquiétudes suscitées par les diamants de la guerre débordaient le seul conflit angolais, et elle a contribué à mobiliser les efforts en vue de mettre sur pied un régime de certification des diamants. On pourra consulter l'étude et en apprendre davantage sur le travail du PAC en visitant le site <http://partnershipafricacanada.org/french/index.shtml>

République démocratique
du Congo : à la recherche
de diamants dans le village
minier de Lolima B. (2000)